

## Interview de Bertrand HERVIEU

Secrétaire Général du CIHEAM

par **Hassane TLILI**

Journaliste spécialiste  
des questions agricoles et environnementales

---

- La prochaine réunion des Ministres de l'Agriculture des pays membres du CIHEAM aura lieu à Zaragoza (Espagne), les 3, 4 et 5 février 2008.
- Nous organiserons en 2008-2009 des séminaires sur la place de la recherche agronomique en coopération dans le Bassin méditerranéen.
- De par son parcours, son travail et sa vocation, le CIHEAM pourra être très utile à la construction de l'Union méditerranéenne.

**Q. : Où en êtes-vous en ce qui concerne la prochaine réunion des ministres des pays membres du CIHEAM ?**

Lors de la réunion des ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM qui s'est tenue au Caire en décembre 2006, Madame Espinosa, la Ministre espagnole de l'Agriculture, avait invité ses collègues à se réunir en Espagne et cette invitation a donc été confirmée et officialisée. Madame Espinosa a ainsi adressé une lettre à l'ensemble de ses collègues ministres de l'agriculture membres du CIHEAM, c'est-à-dire des treize pays qui se réuniront à Saragosse les 3, 4 et 5 février 2008. Le choix de Zaragoza tient au fait que l'Espagne prépare pour l'été 2008 une grande exposition internationale sur l'eau que cette ville abritera. La date de la réunion a été avancée en raison du calendrier électoral espagnol puisque les Espagnols vont se rendre aux urnes au printemps de l'année 2008.

A ce stade de la préparation, Madame Espinosa souhaite que ses collègues puissent discuter de « l'eau et de l'agriculture en Méditerranée », une thématique tout à fait structurante. Elle souhaite également mettre à l'ordre du jour les questions relatives à la pêche en Méditerranée. Nous en sommes là en ce mois d'octobre 2007. Mais il n'est pas exclu que ses collègues ministres lui fassent part de leurs souhaits de voir aborder d'autres points, notamment la question de l'augmentation du prix des matières premières agricoles en Méditerranée qui pose un grand nombre de problèmes tout autour du Bassin. Nous travaillons donc actuellement avec le Cabinet de Madame Espinosa pour mettre au point cet ordre du jour et préparer une réunion des sherpas, c'est-à-dire des conseillers des ministres, qui se tiendra le 17 décembre 2007.

**Q. : Depuis que vous avez pris vos fonctions en tant que Secrétaire Général du CIHEAM, le dossier de la reconnaissance des diplômes délivrés par les quatre Instituts du CIHEAM et celui relatif au renforcement du volet recherche font partie de vos priorités. Comment se présentent aujourd'hui ces deux dossiers ?**

La formation est la première mission du CIHEAM. Le conseil d'administration du Centre a pris la décision de mettre son diplôme de Master au standard international dans le cadre du processus de Bologne. Donc, ce dossier est en route. Nous avons édité un catalogue détaillé des formations dispensées dans les Instituts du CIHEAM et nous effectuons, pays par pays, une démarche à la fois académique et diplomatique pour demander la reconnaissance de notre diplôme dans chacun de nos pays membres.

Ceci a été fait d'abord en Espagne par la publication d'un décret royal de reconnaissance du diplôme de Master du CIHEAM. En France, il s'agit d'un décret qui confère au CIHEAM, comme organisation internationale, un statut équivalent à celui d'une université étrangère dans le cadre des partenariats d'université à université. C'est donc un point très important. Le conseil supérieur des académies égyptiennes a pris un dispositif conventionnel pour reconnaître l'équivalence d'un diplôme de Master et le conseil supérieur académique de Turquie vient de décider la reconnaissance des diplômes du CIHEAM. Nous sommes bien sûr toujours en négociation avec l'Italie et la Grèce et nous avons des débats assez avancés avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Donc, c'est un dossier qui avance pas à pas, parce que cela suppose beaucoup de concertations, pas seulement avec nos correspondants mais aussi avec les conseils académiques de ces différents pays. Je pense que d'ici un an, ou au plus tard deux ans, nous aurons bouclé ce dossier, je l'espère en tout cas.

Par ailleurs, nous avons avancé cette année sur un autre gros dossier qui est celui de la recherche qui nous tient à cœur pour deux raisons : la première, c'est qu'il ne peut pas y avoir dans nos Instituts un enseignement de qualité si celui-ci n'est pas adossé à une recherche en train de se faire, et donc il est très important pour nos Instituts d'être complètement intégrés dans les grands programmes de recherche, notamment européens, ce qu'ils font d'ailleurs fort bien. Deuxièmement, le dossier de la recherche me préoccupe parce que nous avons besoin de relancer l'activité de recherche dans nos pays membres.

La recherche agronomique en Méditerranée s'est fortement structurée dans les années soixante, dans la phase de modernisation des pays méditerranéens qui se sont dotés alors d'un appareil de recherche agronomique. Mais, il faut reconnaître avec lucidité que ses appareils ont vieilli. Les chercheurs, pour une part, sont partis en retraite et d'autres seront sur le point de partir, et les nouvelles approches de recherche n'ont pas forcément pris pied dans ces appareils de recherche. Donc, notre conviction est qu'il ne peut y avoir de développement de l'agriculture, il ne peut y avoir appropriation des nouvelles technologies et des avancées de la science s'il n'y a pas en même temps dans les pays du Bassin méditerranéen une production scientifique par les pays eux-mêmes. Cela ne veut pas dire forcément une production dans tous les domaines et partout. Cela ne signifie pas nécessairement non plus que tous les pays soient dotés de grands appareils de recherche. Il est plutôt logique que les pays méditerranéens soient insérés dans des réseaux internationaux, qu'ils participent à l'avancée mondiale de la science en étant aussi des producteurs de science. C'est un point extrêmement important et il faut donc contribuer à faire en sorte que tous les pays méditerranéens soient insérés dans le mouvement de la recherche, le mouvement de la science, le mouvement de l'innovation technologique et scientifique.

Pour ce faire, nous avons beaucoup milité auprès de nos pays membres et auprès de la Commission européenne pour que soit mis en place un ERANET (European Research Area Network) de la recherche agronomique en Méditerranée. Ce projet a été porté par la France et par l'Italie. Il a été accepté par la Commission et il va donc se mettre en place dans le courant de l'année 2008, sous le nom d'ARIMNet. Au CIHEAM, nous voudrions nous appuyer sur cette initiative et sur ce mouvement que doit créer cet ERANET euro-méditerranéen pour orchestrer un débat sur les stratégies de recherche agronomique en Méditerranée. Que faut-il faire ? Comment se partager le travail ? Comment insérer les jeunes chercheurs ? Comment faire en sorte que des jeunes docteurs qui partent faire leurs thèses à l'étranger reviennent dans leurs pays, mais en même temps puissent ressortir pour être dans la communauté internationale, pour être complètement à l'aise dans leurs métiers ? Comment faire avancer les connaissances relatives aux grandes disciplines dont nous avons besoin par exemple autour de la génomique, des maladies émergentes et autour des ressources génétiques ? Comment faire en sorte que les pays du Bassin méditerranéen soient dans le coup de ces grandes préoccupations scientifiques sans que pour autant ils se sentent obligés d'embrasser l'ensemble du sujet ?

Il y a là de nouvelles méthodes à inventer qui dépassent largement le cadre des coopérations bilatérales. Il faut construire une pensée sur la recherche scientifique en Méditerranée. C'est complètement essentiel et ceci fait partie de l'identité aussi bien de la Rive sud et des pays arabes qui ont été de grands pourvoyeurs de connaissances et de sciences que des pays du Nord de la Méditerranée qui ont connu un développement de leurs agricultures grâce à leur développement scientifique.

***Q. : Qu'est ce qui vous paraît aujourd'hui important en matière de colloques et de séminaires à organiser ou à préparer, à court et à moyen termes ?***

Dans les mois et années qui viennent, nous voudrions construire le débat dans deux directions. Nous souhaitons que ce travail soit articulé autour de colloques peut-être relativement plus modestes mais plus nombreux. D'une part, à propos de la question de la construction de la sécurité alimentaire en Méditerranée, nous publierons en 2008 notre rapport *Mediterra* qui sera une prospective de la sécurité alimentaire en Méditerranée pris dans le double sens de sécurité quantitative, le thème étant d'actualité avec la question des prix des matières premières, mais aussi de sécurité qualitative qui est une question montante et qui concerne évidemment l'ensemble des pays.

Ce débat autour de la prospective est proposé pour que les pays du pourtour méditerranéen prennent en considération trois données importantes :

- l'importance de l'agriculture dans le processus de développement et donc la nécessité d'avoir des politiques nationales agricoles de développement agricole ;
- le fait que la Méditerranée doit être pensée comme une zone pouvant construire sa sécurité alimentaire, alors que c'est une zone extraordinairement dépendante du monde entier, notamment des grands pays producteurs extra méditerranéens ;

- aider à l'émergence d'un débat entre l'Union européenne et l'ensemble de la Méditerranée, disons cette grande « Euromed » symbolisée par le processus de Barcelone, pour faire prendre en considération le fait qu'il ne suffit pas de viser à l'ouverture des frontières comme le prévoit le processus de Barcelone pour que la question de la sécurité alimentaire soit résolue. Il faut certainement imaginer des processus politiques de régulation des échanges en Méditerranée pour faire progresser la conquête de cette sécurité alimentaire.

Tel est le premier volet sur lequel nous voulons mettre l'accent dans les mois et années qui viennent autour de ce rapport 2008, dont je rappelle qu'il est maintenant publié en français, en anglais, en arabe, en espagnol, en italien, et bientôt, je l'espère aussi, en grec et peut être en turc.

Le deuxième débat que nous voulons construire pour 2008/2009, par le biais de séminaires, portera essentiellement sur la place de la recherche agronomique en coopération dans le Bassin méditerranéen comme facteur de développement, d'innovation de l'économie et de transformations sociales de cette région.

***Q. : Les Instituts rattachés au CIHEAM constituent une pièce maîtresse dans le dispositif du CIHEAM. Quels sont aujourd'hui leurs dossiers prioritaires ?***

A propos des Instituts, je voudrais relever trois points très importants :

- en matière de formation, ils ont consenti des efforts remarquables pour coordonner leurs programmes avec des institutions universitaires partenaires avec lesquelles ils travaillent afin d'avoir une offre toujours de meilleure qualité et renouvelée. Nous avons toujours besoin de partenaires pour la renouveler. La formation, encore faut-il le rappeler, est le cœur de métier constant au sein des Instituts Agronomiques Méditerranéens (IAMs), aussi bien s'agissant des formations diplômantes que des formations professionnalisantes de courtes durées.
- Le deuxième chantier qui occupe beaucoup les Instituts, c'est bien sûr celui de la recherche. Je suis frappé par la présence grandissante de nos Instituts dans les programmes de recherche financés par l'Union européenne via les programmes cadres, que ce soit le Sixième et demain le Septième, en raison de l'importance des réponses aux appels d'offres du Septième programme cadre de la part de nos Instituts, soit en tant que porteurs de projets, soit en étant insérés dans des projets de recherche. D'ailleurs il faut souligner que nos Instituts sont peut-être plus des coordinateurs, des catalyseurs, des impulseurs et des gestionnaires de programmes de recherche que des producteurs de recherche au sens fort du terme. Ils sont là complètement dans leur rôle de fédérateur et de facilitateur de la recherche coopérative. Mais ceci demande une énergie énorme, compte tenu de la complexité à la fois des avancées de la science, mais aussi des contraintes administratives bien normales pour des sommes qui sont quand même des sommes très importantes à gérer.
- Le troisième élément très important sur lequel je voudrais insister dans la vie de nos Instituts, ce sont les transformations et les investissements matériels accomplis. L'IAM de Bari, par exemple, a rénové complètement son bâtiment d'accueil. Je veux parler là de l'hébergement, de l'hôtellerie, aussi bien pour le gîte que pour le couvert. Donc, nous avons là un bâtiment absolument superbe et le Directeur projette de continuer dans cette voie, afin de pouvoir accueillir encore d'avantage d'étudiants et de stagiaires. L'IAM de Montpellier, pour sa part, a vu sortir de terre sa cité universitaire, construite elle aussi pour accueillir ses étudiants et les loger dans des bonnes conditions. A l'IAM de Chania, nous avons pu inaugurer un nouveau grand bâtiment dédié aux colloques et aux congrès qui termine ainsi la première grande phase de construction de l'Institut. C'est une très belle réussite. L'IAM de Zaragoza est également bien engagé dans un partenariat diversifié sur le campus de Aula Dei pour rénover les bâtiments d'accueil destinés aussi bien à la restauration qu'à l'hébergement. Bref, la confiance que nous accordent nos partenaires nationaux, régionaux, internationaux, dans la construction et dans ces investissements en bâtiments, est pour nous un grand encouragement, et pour nos étudiants et nos stagiaires évidemment, une attractivité croissante de nos Instituts pris séparément et du CIHEAM dans sa globalité.

**Q. : Le CIHEAM entretient des relations de partenariat avec plusieurs organismes nationaux, régionaux et internationaux. Dans ce cadre, il vient de signer un mémorandum d'accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En quoi consiste cet accord et que vise-t-il ?**

Cet accord entre le PNUD et le CIHEAM porte principalement sur l'accompagnement et sur le développement des opérations de développement des territoires, et pour ce qui nous concerne, des territoires ruraux bien entendu. Nous avons une double ambition partagée avec le PNUD à travers ce partenariat. Premièrement, c'est sur l'intérêt qu'il y a dans les processus de développement locaux et nationaux à mettre le projecteur sur les territoires ruraux qui sont des sources d'innovation et de développement tout à fait intéressantes, à condition toutefois qu'on ne les enferme pas, qu'on leur donne de l'espace et qu'on leur permette d'opérer des comparaisons et des échanges. Le deuxième objectif que nous poursuivons avec le PNUD, c'est d'essayer autour de ces problématiques de développement territorial d'avoir une vision méditerranéenne des enjeux pour que la question soit prise en compte dans son ensemble. Cela devra permettre aux acteurs locaux et nationaux impliqués dans ce domaine de se penser dans des espaces régionaux pour aider, encore une fois, à l'émergence d'une pensée méditerranéenne à partir des territoires.

**Q. : Ma dernière question, Monsieur le Secrétaire général, porte sur le projet de l'Union méditerranéenne et sur la place que pourra prendre le CIHEAM dans ce projet une fois prêt à fonctionner. Le Président de la République française vient d'annoncer à Tanger qu'il convoquerait un sommet méditerranéen au mois de juin prochain. La France prendra la présidence tournante de l'Union Européenne à partir de juillet 2008. Le CIHEAM dont le siège est à Paris travaille depuis plus de quarante ans sur des problématiques méditerranéennes. Partant de ces constats et de ces observations, comment voyez-vous la place et le positionnement du CIHEAM par rapport au projet de l'Union méditerranéenne ? En quoi pourra-t-il être utile à ce projet ?**

Le CIHEAM évidemment se réjouit qu'un de ses grands pays membres qui plus est pays hôte de son siège prenne une initiative forte en direction de la construction méditerranéenne. En tant qu'institution intergouvernementale et de coopération, le CIHEAM est pour une initiative de cette nature un appui possible et souhaité. Je rappelle que nous avons appuyé et aidé l'Italie lorsqu'elle assurait la présidence de l'Union européenne en 2003 et que le Ministre italien de l'agriculture avait pris l'initiative d'une grande conférence euro-méditerranéenne à Venise sur la place de l'agriculture dans la coopération euro-méditerranéenne. Dans cet esprit, nous avons organisé, en 2006 au Caire, un grand séminaire sur le développement rural dans la politique de voisinage euro-méditerranéenne. Nous sommes donc dans une position où nous rassemblons 13 pays.

Evidemment, c'est un espace à géométrie variable, et comme le disait le Président de la République française lors de son voyage officiel au Maroc, toutes les initiatives qui contribuent à la construction méditerranéenne trouvent leur place dans un élan de ce genre. Alors quelle place pour nous ? Ce que nous souhaitons, je dirais ce pourquoi nous militons, c'est de faire reconnaître le rôle, qui nous paraît tout à fait prédominant, de la question agricole, de la question de la sécurité alimentaire et de la question du développement des territoires ruraux dans cette construction méditerranéenne. Nous sommes donc évidemment disponibles pour appuyer chacun de nos pays membres, chacun de nos partenaires pour instruire cette question dont il appartient ensuite aux politiques, bien entendu, de la prendre ou de ne pas la prendre à leur compte, pour en faire un outil de construction de cette Méditerranée.

Donc, nous sommes là comme un outil, de par nos missions et nos constructions. Grâce à la formation et la recherche, cet outil doit favoriser la coopération dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et des territoires ruraux.